

LE POUVOIR LANCE SES REPRÉSAILLES CONTRE ABOUDJERRA

Abdelmadjid Menasra chez Ouyahia

L'ancien ministre de l'Industrie et chef de file de la dissidence du MSP (Mouvement de la société pour la paix) a été très longuement reçu, jeudi dernier au siège national du Rassemblement national démocratique (RND) à Ben Aknoun.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous a confié une source proche du RND. «Menasra a eu un entretien en tête-à-tête avec un très proche collaborateur de Ahmed Ouyahia.»

Sans vouloir dévoiler l'identité de ce proche collaborateur, notre source nous précise, par contre, que le secrétaire général du parti et néanmoins Premier ministre avait donné son feu vert pour recevoir Menasra. Mais, surtout, pour «la séance de travail» car c'en est bien une.

«Abdelmadjid Menasra obtiendra très prochainement un agrément pour son nouveau parti», nous confie une autre source, généralement très bien informée. Ce qui explique grande-

ment les motivations de Ouyahia en «parrainant» la rencontre de jeudi dernier.

«Le pouvoir facilitera largement la tâche à Menasra, d'abord pour l'obtention de l'agrément, ensuite pour être prêt pour les prochaines échéances électorales». Le mot est lâché : à n'en plus douter, les décideurs veulent affaiblir le MSP de Aboudjerra Soltani. Le successeur de Mahfoud Nahnah à la tête de la section Algérie du mouvement des Frères musulmans, le Hamas Algérie rebaptisé MSP aura fini par excéder et le pouvoir et ses partenaires dans l'Alliance présidentielle. Partie prenante de tous les gouvernements successifs depuis 1997, où il continue à siéger avec quatre ministres, le MSP



Abdelmadjid Menasra.

de Soltani développe, en parallèle, un discours digne des plus irréductibles opposants. Et comme pour se mettre à l'air du temps, Soltani multiplie, depuis quelques semaines, les sorties publiques les plus

invraisemblables pour un chef de parti au gouvernement. Ce qui a fini par agacer en haut lieu. Bouteflika, qui a multiplié les réunions avec les plus hauts responsables du pays, dont les chefs des deux autres par-

tis de l'Alliance, Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia, n'a pas jugé utile d'associer l'ex-ministre d'Etat «aux choses sérieuses». Un signe qui ne trompe pas, à ce niveau-là. Et les repré-

sailles ne semblent que commencer. Car un nouveau parti pour Abdelmadjid Menasra ne verra le jour qu'au détriment du MSP. Déjà qu'il s'en était fallu de peu, lors du dernier congrès du parti, pour que Menasra succède à Soltani à la tête de l'ex-Hamas.

L'ex-ministre d'Etat sans portefeuille (encore un signe du peu de considération dont a toujours fait montre Bouteflika à son égard) n'avait dû son salut, à l'époque, qu'à une lourde intervention du pouvoir en sa faveur. N'empêche, le mal était fait puisque Menasra a eu et a toujours l'appui de centaines de cadres. Lorsqu'il obtiendra un agrément pour son nouveau parti, il réussira certainement à porter d'autres coups, encore plus sévères, à l'organisation mère qu'est le MSP.

K. A.

ALI FAWZI REBAÏNE À BOUMERDÈS :

«La tempête est à nos portes»

Ali Fawzi Rebaïne, chef du parti Ahd 54, n'a pas dérogé à la règle. Il a longuement fustigé le régime au pouvoir. «La tempête est à nos portes», avertit-il en allusion à ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte et à ce qui se passe présentement en Syrie, au Yémen et surtout en Libye.

Le patron de Ahd 54, qui a présidé une rencontre des militants de cette formation politique à la salle Sennani de Boumerdès, a déclaré : «Nos problèmes sont les mêmes et nos dirigeants respectifs semblables.» Pour lui, le régime doit accepter le changement pacifique «dans le cas contraire, ce changement sera imposé par la rue», dira-t-il.

Rebaïne n'est pas partisan du changement complet du système, mais d'une mutation de celui-ci vers une autre forme de pouvoir, à partir des institutions existantes. Il préconise, à cet effet, comme première action politique l'élection présidentielle anticipée sans Bouteflika puisque, selon l'orateur, l'actuel occupant du palais d'El-Mouradia ne sera pas admis à cette compétition.

En matière de contrôle des futures élections en Algérie, le contrôle des scrutins par des institutions internationales, comme l'ONU et l'Union européenne compte un nouvel adepte. Notre interlocuteur ne cache pas qu'il a fait une mauvaise expérience, en 2009 en tant que candidat à la présidentielle avec l'Union africaine et la Ligue arabe, dont les représentants étaient venus en Algérie pour faire plutôt du tourisme

au lieu de contrôler les élections. C'est, selon M. Rebaïne, un gouvernement de transition de mener à bien ces élections.

Dans le même sillage, il a demandé la création d'un Conseil supérieur de l'audio-visuel constitué de professionnels qui distribueront équitablement le temps de parole à chacun des candidats. Pour l'orateur, l'actuelle loi électorale instaure deux collègues. «Comme au temps du colonialisme. C'est scandaleux !» En évoquant la révision de la Constitution, M. Rebaïne se contente d'évoquer l'aspect du pouvoir dans son exercice politique. Pour lui, il y a lieu de définir les relations entre les institutions comme le Sénat, l'APN, et la présidence de la République, le Premier ministre et les ministres. Il cite le cas de l'élaboration de la loi des finances tout en s'interrogeant sur qui a la priorité dans sa conception. Il dénonce, par ailleurs, le monopole imposé par la présidence sur l'exercice aussi bien du pouvoir exécutif que législatif par le président de la République. Il passe, cependant, sous silence les aspects politiques ou idéologiques de l'actuelle Constitution, ni ne relèvera la nature du régime qu'il souhaite voir s'installer en Algérie.



Ali Fawzi Rebaïne, président de Ahd 54.

Réagissant à la dernière sortie de Ahmed Ouyahia qui nie l'existence d'une crise politique en Algérie, M. Rebaïne assénera «Moubarek et Ben Ali disaient aussi qu'il n'y avait pas de crise dans leurs pays. Finalement, ils ont été balayés par leurs peuples.»

Contrairement à ce que dit le Premier ministre, le président de Ahd 54 pense qu'il n'y a pas eu de véritables changements en 1989. «Nous sommes toujours en face du même pouvoir et du même système du parti unique d'avant cette date.»

L'invité de Boumerdès rappellera longuement l'incompétence des dirigeants dont la seule réussite, selon lui, est d'avoir créé des milliards douteux et gardé pour eux les richesses du

pays. Il se dit consterné par la position de l'Algérie par rapport aux événements qui se déroulent en Libye «Nous devions être les premiers à intervenir bien avant les pays occidentaux», dira-t-il. Il se remémore le temps où l'Algérie était la terre d'asile et d'exil d'hommes et de femmes qui luttait contre l'injustice pour dénoncer la léthargie de notre pays face aux révoltes pour la démocratie que mènent les peuples du Moyent-Orient. Rebaïne a fustigé les radios et la télévision publiques qui, selon lui, l'ont interdit d'antenne. «Nous avons envoyé une lettre de protestation au directeur général de l'ENTV, qui nous a répondu en disant que «notre dossier est à l'étude»».

Abachi L.

FLN ORAN

Les pro-Belkhadem chahutent une réunion des redresseurs

Poursuivant leur série de rassemblements au niveau des wilayas, l'ancien ministre du Tourisme, Mohamed-Seghir Kara, et l'ex-membre du bureau politique, Abdelkrim Abada, étaient en réunion hier matin à Oran, au siège de la kasma II, avec des membres du FLN pour la mobilisation de la base et des militants du parti contre la direction politique actuelle du vieux parti.

L'aile Abid, mouhafed d'Oran (même s'il est toujours contesté) était en faction devant le lieu de la réunion entouré de ses partisans qui scandaient des slogans hostiles aux redresseurs. Il aura fallu l'intervention de la police qui a dû encadrer les redresseurs afin qu'ils puissent quitter les lieux sous escorte tout en évitant les jets de bouteilles d'eau et d'œufs.

Après une première tentative menée par les pro-Belkhadem de faire échouer la réunion en s'introduisant par la force et en arrachant les banderoles à l'intérieur du siège où se tenait la réunion, les deux membres représentant le mouvement de redressement ont pu tenir leur réunion.

Les «redresseurs» du FLN maintiennent l'idée de recourir à la justice contre la direction actuelle qu'ils accusent d'avoir enfreint les statuts et le règlement intérieur. Ils accusent les dirigeants du FLN de favoriser la mainmise des affairistes sur le parti, de pratiquer l'exclusion et la marginalisation des cadres et militants. «Nous demandons à la justice d'invalidiser le dernier congrès du FLN, une plainte sera bientôt déposée dans ce sens.» Et d'ajouter : «Nous appelons à la tenue d'un congrès extraordinaire.»

Tout en déplorant l'inaction de leur parti et sa non-implication dans la crise sociale que vit le pays ces derniers temps, ils dénoncent : «Notre parti n'a pris aucune position et aucune initiative pour se prononcer au sujet des crises que vit notre société, trop occupé à gérer la crise interne du parti. Nous en avons ras-le-bol des calmants que prodigue Belkhadem, il a échoué dans la direction du parti, et c'est toute la base qui veut son départ.»

Amel B.